

# **Symposium de Haut niveau sur le dividende démographique et le développement en Afrique**

*Intervention de Mme Louise Cord – Directeur des Operations de la Banque mondiale pour le Sénégal, la Mauritanie, le Cap-Vert, la Gambie et la Guinée-Bissau*

Mesdames... Messieurs...

Chers invités

Aujourd'hui, après une période de croissance sans précédent, nous sommes les témoins d'un vieillissement de la structure démographique au niveau mondial. L'Afrique n'a pas échappé à la tendance d'une baisse dans le taux de croissance de sa population. Cependant, le continent est moins touchée que les autres et l'Afrique subsaharienne sera bien la locomotive de la croissance démographique mondiale, d'ici à 2050, puisqu'elle va engendrer plus de 50% de la croissance mondiale de la population et avec une croissance de 2,5% par an de sa population active, c'est-à-dire les hommes et les femmes qui ont entre 15 et 64 ans.

Si ces pourcentages semblent impressionnants, il faut bien souligner que le défi pour la région n'est pas dans la croissance de la population en soi, compte tenu du fait que beaucoup de pays africains sont en fait sous-peuplé, mais le défi est plutôt dans la structure d'âge

des populations. Cette structure d'âge peut être mesurée grâce au ratio de la population active par rapport aux dépendants. Dans tous les pays émergents, ce ratio s'est accru à 2 ou 2.5. Cependant, en Afrique, il se maintient à 1.2, et sa croissance reste très lente et est prévue de monter jusqu'à 1.6 en 2050.

Une faible proportion de population active constitue une pression importante pour l'Etat et peut l'empêcher de profiter du dividende démographique. Un nombre important de dépendants implique des dépenses sociales accrues, notamment pour l'école et les services de santé, alors que le nombre relativement restreint d'actifs constitue une contrainte pour les recettes fiscales. Un taux élevé de dépendants limite aussi l'épargne et l'investissement dans l'économie ce qui limite l'amélioration de la productivité.

Pourquoi aujourd'hui portons-nous une attention particulière pour le dividende démographique ? Principalement, parce qu'il peut être une source de croissance accélérée et de réduction de la pauvreté. C'est une des leçons apprises de plusieurs pays du sud-est asiatique dont le taux annuel de croissance économique est passé de 2.32% à 4.32% dans la période 1970-2000, et cela uniquement des suites du dividende démographique.

Loin de nous cependant l'idée de faire croire que le dividende démographique est automatique. En fait, il ne l'est jamais. Il requiert des politiques publiques favorisant à la fois une transition rapide de fertilité et l'émergence d'une force de travail active, qualifiée et employée. C'est d'ailleurs la faible efficacité de ces politiques publiques qui font que plusieurs pays africains ne récoltent pas les fruits d'un dividende démographique aussi élevé.

L'approche des comptes nationaux de transfert (NTA) a récemment été utilisée par le Centre de Recherche en Economie et Finance Appliqué de Thiès dans plusieurs pays du Sahel (avec des fonds de la Banque et notamment le projet SWEDD) pour estimer l'importance du dividende démographique actuel. Plusieurs pays du Sahel, à l'exception du Niger, sont en train d'ouvrir leur fenêtre de dividende démographique avec une baisse du taux de fertilité. Toutefois, le dividende démographique demeure faible. Par exemple, au Sénégal, le taux de dépendance étant le plus élevé que pour les pays de la sous-région, on estime que le Dividende Démographique contribue seulement pour un demi-point de la croissance économique, alors qu'il devrait atteindre au moins un point entier ou plus. Un taux de fertilité trop élevé à 5 naissances pour chaque femme, avec un manque d'emplois de qualité pour la population active limite le dividende démographique au Sénégal.

Les priorités pour accélérer la réalisation du dividende démographique sont bien connues. Comme mentionné plus haut, il importe de commencer par accélérer la transition de la fécondité et d'améliorer l'accès au travail de qualité.

En ce qui concerne la fertilité, normalement, une transition de cet ordre est causée par une chute de la mortalité infantile. Cependant, en Afrique subsaharienne, la mortalité infantile a dramatiquement baissé (le déclin le plus rapide a eu lieu au Sénégal), mais les taux de fécondité n'ont pas baissé ou ont baissé très lentement.

Pour adresser le taux de fécondité, des investissements majeurs sont nécessaires, non seulement en ce qui concerne les services de santé de la reproduction mais aussi pour l'autonomisation des femmes et des jeunes filles et à l'accès et qualité de l'éducation. C'est ce que le Bangladesh a réussi en faisant passer le taux de fécondité de 6,8 en 1975 à 2,3 en 2011, notamment grâce à une implication très fortes des leaders locaux et des chefs religieux, l'intégration de la planification familiale dans les services de santé et de nutrition maternelle et infantile, les approches axées sur les résultats, l'autonomisation des filles et des femmes, la réduction des mariages précoces, le maintien des filles à l'école, une forte croissance dans la formation des sages-femmes rurales, etc.

Le Sénégal est dans une trajectoire marquée par un fort engagement politique qui peut engendrer des résultats rapides. En effet, son programme de planification familiale\_a entraîné la hausse du taux de contraception de 12% à 20% en moins de 4 ans, ce qui constitue un exploit, même s'il faut continuer les efforts pour atteindre un taux de contraception adéquat, donc entre 50% et 60%.

Je demeure convaincue que le Sénégal mettra l'accent davantage sur les populations les plus pauvres car le taux de fécondité des 20% les plus pauvres est de 7 naissances par femme contre 5 en moyenne dans le pays. Quant au lien entre l'éducation et la fertilité, je ne vous apprendrais rien en vous disant qu'il est bien établi. Beaucoup de progrès a été fait au Sénégal pour améliorer l'accès à l'éducation. Mais il faut aller au-delà et cibler les filles, surtout les filles les plus défavorisées qui achèvent rarement leur cycle primaire (20 % contre 60% pour l'élève moyenne). Il faudra

mettre en œuvre des interventions critiques pour faire baisser le nombre d'abandons scolaires aux niveaux primaire et secondaire, notamment à travers les programmes de bourses et de transferts en espèces.

Les investissements dans le domaine de l'autonomisation des femmes et des jeunes filles sont également cruciaux ainsi que la facilitation à l'accès à l'emploi, en particulier pour les femmes et les plus pauvres. Le projet SWEED contribue avec des programmes éducation cible aux filles, des programmes de formation dans les compétences de base, et avec la construction des espaces "safe" pour les filles et femmes vulnérables pour échanger sur leurs expériences et recevoir des formations.

Mesdames et Messieurs,

Il est urgent d'agir.

L'Afrique est dans une position très favorable pour bénéficier du dividende démographique, étant donné que les fenêtres viennent tout juste de s'ouvrir ou restent encore à ouvrir, et la région peut aussi bénéficier de l'expérience des autres continents. Dans contexte, l'Asie nous apprend au moins trois leçons.

Premièrement, l'action doit être multisectorielle, compte tenu du fait qu'un dividende démographique élevé requiert des investissements majeurs et des politiques adéquates en matière de santé de la reproduction et de l'enfant, d'éducation, d'autonomisation des femmes et de création d'emplois. Des pays comme la Corée ont suivi une approche à multiples

phases qui ont inclus des efforts à plusieurs niveaux, y compris : 1) politique démographique, 2) stratégie de l'éducation et de développements des talents, et 3) plans économique globaux.

Deuxièmement, l'engagement politique des dirigeants est un facteur-clé pour avancer sur cet agenda. La présence cet après-midi du Président Macky Sall est la preuve que, pour le Sénégal, cet engagement se situe au plus haut niveau et nous le félicitons pour son soutien continu. La réussite du Bangladesh que j'ai mentionné était, en effet, fondé sur une vision nationale et un consensus fort avec le soutien des leaders politiques, religieux, économiques et sociaux, locaux et nationaux, pendant des décennies, donc bien au-delà des changements politiques.

Un réseau d'échange entre pays comme celui soutenu par le projet SWEED avec des observatoires pour le dividende démographique et les échanges comme cette conférence peuvent jouer un rôle important pour renforcer l'engagement national et le dialogue pour avancer des politiques difficiles avec la société civil, les dirigeantes religieuses et les acteurs politiques.

Troisièmement, il faut avoir la croissance économique. En effet, pas de dividende démographique sans emploi de qualité et sans une croissance soutenue. En Asie, le dividende démographique a été accompagné par de meilleurs politiques pour améliorer le climat d'investissement, la qualité des institutions, et des reformes structurelles qui ont rendu l'agriculture plus performante, l'énergie plus accessible et moins chers, etc.

En résumé, le dividende démographique constitue la route à suivre pour atteindre une croissance inclusive.

[Les autorités sénégalaises, ayant compris les enjeux pour tirer profit du dividende démographique, se sont déjà engagés dans le cadre des orientations stratégiques du Plan Sénégal Emergent à la promotion du capital humain, à la promotion de l'emploi des jeunes, au développement de l'entrepreneuriat féminin. Il reste aujourd'hui à mettre en exergue les synergies d'actions des différents secteurs dans l'optique d'une meilleure intégration du dividende démographique dans les projets et programmes sectoriels de développement.

Je remercie une fois de plus le Gouvernement du Sénégal d'accueillir cet important évènement qui va aider les pays s'engager vers le dividende démographique.

Je vous remercie pour votre aimable attention.